

Questions orales

d'assurer ce service. Cette politique, qui est en place depuis 1985, a toujours été fructueuse.

Le député sait pertinemment que ses accusations voulant que tout ait été décidé d'avance sont sans fondement. Ce processus, qui a permis à six sociétés de présenter des soumissions et à un comité de fonctionnaires de faire des recommandations, est juste et équitable.

* * *

LA CONSTRUCTION NAVALE

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, je voudrais moi aussi adresser ma question au premier ministre.

Étant donné que le projet Hibernia recevra trois milliards de dollars des contribuables, on serait en droit de s'attendre qu'il en découle de nombreux contrats pour l'industrie canadienne de la construction navale. Et pourtant, non seulement les chantiers navals canadiens n'ont-ils pas été autorisés à soumissionner à l'égard du contrat du premier supermodule d'une valeur de 200 millions de dollars, mais le gouvernement a même annulé un tarif de 25 p. 100 afin d'aider la société Hyundai à décrocher le contrat.

Le premier ministre peut-il me dire ce que le gouvernement entend faire pour s'assurer que les chantiers navals canadiens aient la chance de soumissionner à l'égard des deux autres supermodules? Ou est-ce que le gouvernement va encore s'arranger pour que d'autres chantiers navals bénéficient de ces contrats?

L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, j'ai répondu à cette question à la fin de la semaine dernière lorsque j'ai fait savoir à la Chambre que, dans le cadre d'un sondage extensif auprès de l'industrie canadienne, on avait envoyé des questionnaires à toutes les entreprises afin d'établir si des parties ou la totalité, en fait, de ces supermodules pouvaient effectivement être construites au Canada. Le résultat de ce sondage est négatif.

Cela étant dit, j'ai signalé aussi la semaine dernière, et je le répète aujourd'hui, que si une autre entreprise canadienne pouvait faire mentir ce résultat, je serais ravi d'examiner à nouveau la situation avec des hauts fonctionnaires.

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, si j'en juge par notre conversation d'aujourd'hui, je suis persuadé que le ministre recevra plein d'appels téléphoniques dès qu'il sera de retour à son bureau.

Les chantiers navals du Québec et, en fait, du Canada atlantique accusent une surcapacité de 100 p. 100. Beaucoup ont fermé leurs portes ou sont sur le point de le faire. Et pourtant, Hibernia aura besoin de trois navires d'approvisionnement, de deux péniches et d'un certain nombre de pétroliers-navettes.

Le gouvernement est-il disposé à prendre des mesures pour s'assurer que ceux-ci soient construits au Canada, suivant en cela l'exemple des Norvégiens et des Britanniques qui ont pris une décision à leur avantage dans le cas du projet de la mer du Nord, ou va-t-il laisser passer cette occasion de renforcer l'industrie navale canadienne et de garantir des emplois permanents à des Canadiens dans la réalisation du projet Hibernia?

L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, comme ne l'ignorent pas le député ni la Chambre, le gouvernement a pour priorité d'encourager le maximum de contenu canadien dans la réalisation du projet Hibernia. Cela demeure un engagement et je suis prêt à recevoir tous les appels téléphoniques que le député pourra susciter.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke—Nord): Monsieur le Président, les Canadiens se demandent si le premier ministre a obtenu du président Clinton la confirmation que les États-Unis vont ratifier et mettre en oeuvre l'Accord de libre-échange nord-américain, ou s'ils vont plutôt, comme l'a affirmé le président Clinton durant la campagne électorale, attendre d'avoir négocié des accords supplémentaires sur l'environnement et les normes de travail.

Compte tenu de l'ambiguïté qui persiste, ne serait-il pas à tout le moins préférable d'attendre, dans l'intérêt des Canadiens, que les deux accords supplémentaires soient négociés?

• (1440)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je ne comprends pas pourquoi le député persiste à dire qu'il a de la difficulté à comprendre la position du président Clinton. Cette position est celle que le président a clairement énoncée et qui a été discutée sur le parquet de la Chambre.

En réponse à une question posée au cours d'une conférence de presse conjointe vendredi après-midi, j'ai dit que le président avait déclaré. . .

M. Tobin: C'est aller un peu loin pour une séance de photographie.